William Gasparini et Gilles Vieille-Marchiset, *Le Sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques*

Paris, PUF, 2008, 172 pages, 21 euros

Marie-Carmen Garcia

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1216>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1216

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2010

Pagination : 200-201

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie-Carmen Garcia, « William Gasparini et Gilles Vieille-Marchiset, *Le Sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques* », *Hommes & migrations* [En ligne], 1285 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1216> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1216>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

William Gasparini et Gilles Vieille-Marchiset, *Le Sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques*

Paris, PUF, 2008, 172 pages, 21 euros

Marie-Carmen Garcia

RÉFÉRENCE

William Gasparini et Gilles Vieille-Marchiset, *Le Sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques*, Paris, PUF, 2008, 172 pages, 21 euros

- 1 Le sport est-il vraiment un vecteur d'intégration sociale ? L'ouvrage de William Gasparini et de Gilles Vieille-Marchiset permet de répondre à cette question en déconstruisant, d'une part, les discours institutionnels "d'intégration par le sport" développés depuis plus de vingt ans en France et, d'autre part, en examinant les modes de socialisation travaillant les pratiques sportives juvéniles dans les quartiers. Articulant de manière pertinente une sociologie des politiques publiques et une sociologie du sport, les auteurs partent de l'hypothèse que "*les politiques d'insertion par le sport peuvent être analysées comme une nouvelle forme d'encadrement et de contrôle des jeunes issus des classes populaires face aux effets non maîtrisés des politiques néolibérales amorcées en France au début des années quatre-vingt*". Le livre est structuré autour de trois chapitres dont l'ambition est ainsi de mesurer les effets des dispositifs d'action publique convoquant les pratiques sportives dans les "cités". Après avoir montré que les "vertus intégratives" du sport constituent une croyance largement partagée dans la société française et chez nos voisins européens, les chercheurs précisent qu'ils ne s'adressent pas uniquement aux spécialistes des sciences sociales, mais aussi aux décideurs et acteurs institutionnels intéressés par les politiques d'intégration par le sport.

- 2 William Gasparini et Gilles Vieille-Marchiset soulignent que le sport n'est pas socialement neutre. Il est l'apanage des groupes sociaux favorisés dont les pratiques sportives sont plutôt individuelles et hors encadrement institutionnel. Les jeunes de milieux populaires sont, quant à eux, relativement peu nombreux à faire du sport et leurs activités sont plutôt encadrées institutionnellement (dispositifs d'éducation populaire ou fédérations sportives principalement). Dans un contexte marqué par la décentralisation, la crise de l'État providence, le chômage, l'échec scolaire, le sport "citoyen" apparaît ainsi à de nombreux acteurs politiques en charge comme une clef pour l'insertion sociale, scolaire et professionnelle d'une jeunesse devenue un "problème social".
- 3 Concernant les pratiques sportives des jeunes des banlieues, les chercheurs observent tout d'abord qu'elles sont très diverses et qu'elles s'organisent à la fois autour d'associations sportives et de pratiques autodidactes. William Gasparini et Gilles Vieille-Marchiset classent les structures associatives réglementées en trois catégories : les clubs sportifs "traditionnels" (autrefois ceux des patrons des industries locales devenus ceux des comités d'entreprise), les associations "sport-insertion" et les associations dont la vocation première n'est pas le sport mais qui proposent aussi des sports (par exemple les MJC). À côté de ces pratiques sportives réglementées, il existe des pratiques "de rue" que les pouvoirs publics s'efforcent de circonscrire en construisant des "espaces sportifs ouverts". En effet, les élus et les responsables institutionnels perçoivent le sport "encadré" comme étant le meilleur moyen de "socialiser" les jeunes et dévalorisent les activités "hors cadre institutionnel". Pourtant, il n'est pas rare que des individus développent des pratiques physiques à la fois dans des clubs et dans des groupes de pairs. Les entraîneurs sportifs et les acteurs éducatifs apprécient peu ces doubles appartenances. Mais les chercheurs signalent qu'il serait plus opportun de ne pas "forcer" les jeunes à abandonner leurs pratiques autogérées mais, au contraire, de les prendre en compte dans les logiques de l'insertion sociale.
- 4 Malgré les résistances du monde sportif à l'instrumentalisation du sport à des fins de développement social, le champ institutionnel de la Jeunesse et des Sports a progressivement développé un secteur "socio-sportif" à la suite des émeutes urbaines de 1981. En ce sens, l'intégration du sport dans les politiques publiques constitue une spécificité française. Les collectivités territoriales sont les principales intervenantes dans le domaine du "sport social". Elles convoquent les pratiques sportives en vue d'une "pacification sociale". Pourtant, aucune recherche scientifique ne valide les "vertus" sociales supposées du sport.
- 5 Les chercheurs soulignent les incohérences qu'il y a entre les idéaux de cohésion et d'intégration sociale par le sport, les valeurs sportives fondées sur l'excellence et la performance individuelle et les aspirations politiques à la responsabilisation individuelle et à l'autonomie des jeunes de quartier populaire. La position de l'État apparaît ainsi comme très ambiguë, car l'utilisation du sport comme outil d'insertion laisse dans l'ombre les véritables facteurs de précarité et de désaffiliation sociale tout en renforçant, dans certains cas, l'exclusion et la précarité des populations visées.
- 6 Les contradictions de "l'esprit du capitalisme" semblent être exacerbées dans les dispositifs d'intégration par le sport. Ces derniers sont en effet fondés sur des représentations implicites de l'individu "inséré" et leurs mots d'ordre sont l'autonomisation et la responsabilisation, d'une part, la soumission à l'ordre établi,

d'autre part. Ainsi, d'un côté, on pousse les jeunes à "s'individualiser", de l'autre on les pousse à "s'insérer" dans un collectif qui les dépasse. Cet ouvrage n'est donc pas seulement une contribution aux analyses sociologiques du sport mais aussi, plus largement, un support de réflexion à propos des ambivalences des politiques françaises d'intégration sociale des jeunes de quartiers populaires. L'idée centrale de ces politiques n'est évidemment pas de "professionnaliser" les jeunes, mais de les conduire, via le sport, à rompre avec la culture de rue informelle pour entrer dans la "logique du projet" et devenir des "entrepreneurs d'eux-mêmes", notamment en raccrochant avec la culture scolaire.

NOTES

1. William Gasparini et Gilles Vieille-Marchiset, *Le sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques*, Paris, PUF, 2010, p. 11.